



# SCÈNES DE CRIME

Dans le labo de la gendarmerie scientifique

CATHERINE MALLAVAL  
& MATHIEU NOCENT

Flammarion

CATHERINE MALLAVAL  
& MATHIEU NOCENT

# SCÈNES DE CRIME

Comment « faire parler » un cheveu, une goutte de sang, un éclat de peinture, des microalgues, un morceau de dent, des larves de mouche... ? Avec passion, ils racontent, expliquent, décryptent. Ils, ce sont les scientifiques de l'IRCGN, l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale. Privilège rare, les auteurs ont pu se glisser sous le microscope de ces experts de l'ombre qui, loin de l'image véhiculée par les séries télévisées, aident à identifier un corps, à accumuler des preuves et à établir le scénario d'un crime.

En nous replongeant dans le récit de grands faits divers, ils nous invitent à découvrir le pouvoir fascinant de la science dans la résolution d'enquêtes, parfois des années après.

*Catherine Mallaval, ancienne de Libération, et Mathieu Nocent, journaliste indépendant, collaborent au site Les Jours. Ils ont coécrit plusieurs ouvrages, dont Mais qui est la mère ? (Les Arènes, 2017).*



Flammarion

Scènes de crime



Catherine Mallaval  
Mathieu Nocent

## Scènes de crime

Dans le labo  
de la gendarmerie scientifique

Flammarion

© Flammarion, 2022.  
ISBN : 978-2-0802-6398-8

## Prologue

Il fait parler des gouttes de sang, des bribes d'ADN \*<sup>1</sup>, des microtraces de peinture, des bouts de dents, des impacts de balles. À la demande des magistrats, il traque la vérité scientifique. Allié précieux, voire incontournable des enquêteurs, il aide à fermer des portes ou à en ouvrir lorsqu'il s'agit d'identifier un ou des coupables et d'établir le scénario d'un crime. Son nom : l'IRCGN ou Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale.

Pénétrer dans l'antre de cet Institut, paquebot de scientifiques et techniciens qui, avec le Service central de renseignement criminel, forme le Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, est un privilège réservé à peu de journalistes. Y faire un travail

---

1. Les mots suivis d'un astérisque figurent dans le glossaire en fin d'ouvrage.

## *Scènes de crime*

de fond sur plus d'un an, c'est le pari que nous nous sommes lancé lorsqu'en janvier 2020, nous avons franchi pour la première fois le portail de l'imposant bâtiment blanc de Cergy, en banlieue parisienne. Pari accepté avec un enthousiasme mêlé d'une certaine appréhension, forcément, par nos interlocuteurs : le général Patrick Touron, commandant du Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, le colonel Christian Fillon <sup>1</sup>, à l'époque directeur adjoint de l'IRCGN, et le général Fabrice Bouillié, chef du Service central de renseignement criminel.

Une règle a alors scellé notre accord : n'évoquer dans ce livre et dans nos articles qui ont été publiés sur le site d'information indépendant *Les Jours* que des affaires déjà jugées pour illustrer les multiples techniques scientifiques (la balistique, les empreintes ADN, etc.) qui permettent d'orienter les enquêtes criminelles, voire de les résoudre. Car si les experts de l'IRCGN sont volontiers enclins à parler de science et à faire œuvre de pédagogie auprès du grand public, certains sont extrêmement réticents à parler des affaires qui passent entre leurs mains. La crainte du journaliste à la recherche du sensationnel ou du scoop est bien ancrée. La peur de réveiller la

---

1. Pour plus d'informations sur les intervenants, se reporter à « Sous les képis », en fin d'ouvrage.



## *Prologue*

douleur de familles endeuillées en reparlant d'un crime y est omniprésente.

Alors, dans le dédale de bureaux et de laboratoires de l'IRCGN, où l'on préfère la culture du silence au bruit médiatique, il a fallu montrer patte blanche. Établir une sorte de confiance. Persuader qu'une technique comme l'identification d'un individu par ses dents nécessitait une mise en situation, le récit d'une affaire. Sans détails scabreux, mais avec précision.

Il y a parfois eu des crispations. Sur des affaires dites très sensibles comme le noyautage par des experts en informatique d'un système de téléphonie de grands criminels européens, qui nous a conduits à anonymiser quelques interlocuteurs. Il y a aussi eu l'extrême vigilance de certains à ne pas tout dévoiler des derniers développements de leur technique, notamment au sein du Service central de renseignement criminel qui travaille main dans la main avec l'IRCGN. Normal : les criminels aussi savent lire.

Mais ces gendarmes (parfois des civils) qui affichent en sus des cursus universitaires en science ont vraiment joué le jeu. Du laboratoire d'entomologie (où l'on date la mort d'une victime grâce à des insectes) à celui d'accidentologie, en passant par le département Toxicologie, ces scientifiques que nous avons interviewés ont pris le temps,

## *Scènes de crime*

montré un réel plaisir à évoquer leur spécialité qui souvent reste dans l'ombre des récits de faits divers. Ce fut l'occasion pour eux de recadrer l'image des experts abondamment véhiculée par les séries télé. À l'IRCGN, on l'admet bien volontiers : on ne fait pas toujours bingo, et quand on tient une piste on ne s'écrie pas « C'est lui » (ou « C'est elle »)... L'expression « forte probabilité » est de loin préférée. Prudence. Rigueur. Respect total de la mission : rechercher la vérité scientifique en vue d'un procès au pénal. La même depuis plus de trente ans...

1985 : en réponse au fiasco de la célèbre affaire Grégory (qui n'est toujours pas résolue), le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe fait adopter une grande loi de modernisation de la police nationale. C'est ainsi que naît deux ans plus tard la Section technique d'investigation criminelle de la gendarmerie (STICG), très vite rebaptisée IRCGN.

D'abord installé dans le fort de Rosny-sous-Bois, bastion historique de la gendarmerie, l'Institut déménage en 2015 à Cergy aux côtés du Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale (SCRCGN). Très vite, ses effectifs et son champ de compétences s'étoffent. Aux côtés des cinq laboratoires de la police nationale, l'IRCGN est devenu un pôle d'expertise de renommée nationale et internationale. On ne badine plus en France avec la criminalistique\*,

## *Prologue*

autrement appelée « forensique », soit l'ensemble des techniques scientifiques mises en œuvre par la justice, la police et la gendarmerie pour établir la preuve d'un délit ou d'un crime et en identifier l'auteur.

Aujourd'hui, les quelque 250 experts de l'IRCGN traitent chaque année environ 300 000 échantillons et 230 000 dossiers. Capables de « se projeter » comme ils disent, ils effectuent aussi tous les ans près de 300 déplacements sur le terrain : sur des scènes de crime ou sur des lieux de catastrophe où les victimes doivent être identifiées. En France surtout, mais parfois aussi à l'étranger, comme ce fut le cas lors du tsunami de 2004 en Asie du Sud-Est. Une cinquantaine de ces scientifiques, militaires ou civils, sont enfin inscrits sur la liste des experts de la cour d'appel de Versailles dans les spécialités criminalistique et sciences criminelles. Toutes et tous travaillent dans un esprit de corps que nous avons ressenti dès notre première visite. Toutes et tous au service d'une même cause : la preuve.



## Affaire Laëtitia Perrais

### FAITES ENTRER LA SCIENCE

« Je prenais régulièrement ma voiture personnelle pour remonter à Rosny-sous-Bois les scellés qui contenaient les éléments à analyser dans le cadre de l'enquête », explique, comme s'il s'agissait d'une évidence, le major Jean-Michel Erceau. La cinquantaine, le gendarme, coordinateur des opérations de criminalistique (COCrim) au cours de l'enquête sur le meurtre de Laëtitia Perrais, insiste : « J'étais le garant de ces scellés. Je me devais de m'assurer qu'ils arrivaient à bon port. »

Sens de la responsabilité palpable jusque dans sa posture très droite, le major n'a jamais lésiné sur les kilomètres pour mettre ces indices en sécurité. Les destinataires desdits scellés ? Les scientifiques de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), alors situé dans son fort historique de Rosny (Seine-Saint-Denis), et désormais installé dans des bâtiments ultramodernes à

## *Scènes de crime*

Pontoise (Val-d'Oise). Il ne se doute pas encore que l'affaire va les mobiliser comme jamais.

Le 19 janvier 2011 à 7 h 30, Jessica, dix-huit ans, la sœur de Laëtitia – les deux jeunes filles sont toutes deux placées en famille d'accueil à Pornic (Loire-Atlantique) –, découvre le scooter de sa jumelle abandonné, couché sur le flanc, à une cinquantaine de mètres de chez elles, clé sur le contact. Les ballerines noires de sa sœur juste à côté. À 10 heures, le major Erceau, affecté à Nantes, l'une des deux sections de recherche des Pays de la Loire avec Angers, est désigné pour piloter la partie criminalistique de l'enquête. Il arrive sur place à 11 h 45. Et comprend très vite qu'il aura besoin de l'aide des experts scientifiques de la gendarmerie.

« Une fois le lieu sécurisé, je demande l'autorisation d'y entrer. Je fais le point avec le technicien en identification criminelle (TIC) qui est déjà sur place. Je constate que le scooter a été percuté. Il y a des traces de frottement sur la tôle et des traces de freinage sur le bitume. Le scooter est mis sous scellé. On en démonte la pièce endommagée pour qu'elle soit analysée. On demande à la famille d'accueil la brosse à dents et la brosse à cheveux de Laëtitia. Elles partent à l'IRCGN qui va déterminer, grâce à elles, le profil génétique de la jeune

## *Affaire Laëtitia Perrais*

femme », se remémore-t-il avec une précision stupéfiante près de dix ans plus tard, dans une salle du bâtiment de Pontoise où nous le rencontrons.

Le jour même de la découverte du scooter, alors qu'il ne s'agit encore que d'une « disparition inquiétante\* », le pôle d'excellence de la gendarmerie est déjà à pied d'œuvre dans ses laboratoires.

Il est 14 heures ce 19 janvier 2011 lorsque l'énergique général Fabrice Bouillié, alors commandant à la section de recherche d'Angers et aujourd'hui à la tête du Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale, second pilier avec l'IRCGN du Pôle judiciaire de la gendarmerie à Pontoise, arrive à Pornic. « Lorsqu'un jeune adulte disparaît, on engage très vite de gros moyens », explique-t-il, sans chercher à masquer que cette affaire l'a « marqué ».

En parallèle du versant scientifique de l'enquête, des gendarmes s'activent pour reconstituer le parcours de Laëtitia la nuit du 18 au 19 et découvrent que, la dernière fois qu'elle a été vue, la jeune femme sortait d'une Peugeot 106 blanche conduite par un homme. Il s'agit dès lors d'identifier le conducteur. Une nouvelle équipe de gendarmes est chargée d'interroger ses indics, pudiquement appelés « sources humaines de renseignement » par le général Bouillié.

## *Scènes de crime*

À 20 heures, le nom de Tony Meilhon émerge. « On travaille sur Tony Meilhon et on découvre une personne au passé sulfureux, agressif, qui peut avoir un rapport tendu avec les femmes », poursuit le haut gradé. Le trentenaire a déjà fait l'objet d'une quinzaine de condamnations pour menaces, vols ou violences, et fut notamment condamné pour un viol commis, en prison, sur un codétenu, en 1997. Les informations recueillies donnent à penser que l'homme a séquestré sa victime pour lui faire subir des sévices sexuels. « Je décide de faire appel au GIGN », relate le général Bouillié. À 6 heures du matin, l'unité d'élite pénètre en force dans la maison du cousin du suspect, où il est hébergé, et l'interpelle. Défiguré par le barillet de la porte qui a été propulsé sur son visage dans la violence de l'effraction, le multirécidiviste est identifié par ses tatouages et ses empreintes digitales, conservées dans le Fichier automatisé des empreintes digitales (FAED\*).

À côté de la maison, on retrouve la 106 blanche. Deux caravanes. Un hangar. Les restes d'un feu tout juste consumé. Une nouvelle potentielle scène de crime doit maintenant être gelée, perquisitionnée et passée au peigne fin. Et elle est extrêmement vaste. Devant l'ampleur de la tâche et la multiplicité des expertises nécessaires à l'analyse du lieu, le major Erceau demande qu'une unité mobile de



## *Affaire Laëtitia Perrais*

l'IRCGN se rende sur place. « Dans de telles circonstances, la mission de l'IRCGN est de chercher les éléments qui lui permettront de relier, ou pas, l'individu interpellé avec l'événement qui est intervenu », expose, avec le débit rapide d'un homme qui n'aime pas que ça traîne, le colonel Christian Fillon, ancien directeur adjoint de l'Institut. « Les experts demandent à leurs collègues sur le terrain de leur décrire tout ce qui s'y trouve, afin de déterminer qui il leur faut mobiliser », poursuit-il. En l'occurrence ici, des scientifiques spécialistes des traces d'ADN, des incendies, d'accidentologie automobile, de la « fixation\* » des scènes de crime et de l'analyse des traces de sang. Du sang est en effet trouvé dans le coffre de la voiture, dans la maison et dans le hangar. « L'ensemble des constatations effectuées le matin du 20 janvier les a amenés à envoyer dix personnes sur place, équipées de tous les outils nécessaires à leur travail », décrit le colonel Fillon – qui n'était pas à l'IRCGN en 2011, mais s'est renseigné auprès de ses collègues à notre demande : « Nous nous devons d'être totalement autonomes lorsque nous sommes projetés sur une scène de crime. Nous avons des groupes électrogènes, des tentes, des tables, du matériel de protection, tout ce qui nous sera nécessaire pour effectuer les prélèvements et les analyses sur place. Nous nous déplaçons en camion ou en véhicule

## *Scènes de crime*

léger, dans le but d'arriver au plus vite sur les lieux », explique-t-il. « C'est une course contre la montre. Il nous faut rechercher et prélever toutes les traces potentielles, de façon exhaustive. Or, certaines s'altèrent avec le temps. Des traces de pas dans la terre, s'il pleut. Des fibres laissées dans une maison et balayées par un courant d'air... » détaille, très pro, Christian Fillon, physicien de formation.

Le camion de l'IRCGN arrive au hameau du Cassepot, où se trouve la maison du cousin de Tony Meilhon, le 20 janvier au soir, une quarantaine d'heures après la découverte du scooter de Laëtitia par sa sœur. Ils découvrent dans le foyer éteint une lame de couteau, une lame de scie, un marteau, une hachette, une tenaille qui sert à découper du métal, les rivets d'un jean, une jugulaire de casque de moto, des agrafes de soutien-gorge et un petit morceau de boucle d'oreille. « Je demande aussitôt qu'on aille chercher les bijoux de Laëtitia chez elle », se remémore le major Erceau. « On me rapporte une boucle d'oreille solitaire, qui est prise en charge par l'IRCGN », poursuit-il. Leur analyse confirmera que les deux boucles d'oreille sont composées du même métal.

À ce stade, l'hypothèse du meurtre s'impose de plus en plus. L'ADN du sang retrouvé dans le hangar et dans la voiture est comparé à celui des

## *Affaire Laëtitia Perrais*

cheveux de Laëtitia et révèle une similarité. Des traces de peinture bleue retrouvées près du scooter de la jeune femme sont présentes sur le pare-chocs de la 106. Tandis que Tony Meilhon est interrogé, les gendarmes sont à la recherche du corps de la jeune femme. C'est l'enquête sur la personnalité de Tony Meilhon (confiée à des scientifiques spécialistes du comportement), et notamment les questions posées à ses proches, qui mettront les gendarmes sur la piste du Trou bleu, l'un des trois étangs situés près de Lavau-sur-Loire, à une quarantaine de kilomètres de Pornic. La brigade fluviale de Nantes s'y rend et, le 1<sup>er</sup> février, après quelques heures de recherche, découvre une nasse dans laquelle sont enfermés une tête et des membres inférieurs et supérieurs.

Le plan d'eau devient une nouvelle scène de crime à fixer, encore une, et l'investigation criminalistique reprend. Des médecins légistes identifient le visage de Laëtitia, conservé par l'eau douce et froide de l'étang. Des cellules épithéliales (présentes à la surface de la peau) sont prélevées sous ses ongles, ainsi qu'une partie des cervicales dans la zone où sa tête a été coupée et les parties d'os sciées. Des prélèvements sont également effectués dans le nez et la bouche. Tout est de nouveau acheminé en voiture par le major Erceau à l'IRCGN. Les scientifiques trouveront des traces de cocaïne

## *Scènes de crime*

dans le nez de Laëtitia, du liquide prostatique de Tony Meilhon dans sa bouche. Ils démontreront que les os ont été découpés avec une scie à métaux, et que le profil de la lame retrouvée dans le foyer éteint du hameau du Cassepot est compatible avec la forme de la découpe. Leur expertise leur permettra même de conclure que la jeune femme était probablement face contre terre lorsqu'elle a été démembrée, et que la découpe a été faite de l'arrière vers l'avant.

Un peu plus de deux mois plus tard, c'est une promeneuse qui trouve, sur un autre plan d'eau situé à cinquante kilomètres de là, le buste de Laëtitia fixé par une corde à un parpaing. Les gaz libérés par sa putréfaction l'ont fait remonter peu à peu à la surface. C'est la quatrième scène de crime à geler. L'autopsie montre que seize coups de couteau ont été assenés dans le dos de la jeune femme. « Je demande à l'IRCGN d'analyser les nœuds de la corde qui entoure le tronc et le parpaing. Je savais qu'on ne trouverait rien que de la peau de Laëtitia sur les parties lisses qui avaient été en contact avec son buste. Mais au niveau des nœuds, j'avais l'espoir que l'on découvre une trace de Tony Meilhon. C'est à cet endroit du cordage qu'il faut appliquer le plus de force avec les mains, et qu'il y a donc le plus de chance de retrouver des cellules de la personne qui l'a utilisé », raconte le

## *Affaire Laëtitia Perrais*

major Jean-Michel Erceau. Les analyses confirment la présence de l'ADN de Tony Meilhon sur certains nœuds de la corde.

« Au total, 134 pièces auront été analysées dans cette enquête », décompte le major Erceau, qui avoue s'être réveillé tous les matins à 4 heures pendant un an, de peur d'avoir oublié un élément essentiel à la résolution de l'enquête. Celui qui a obtenu son diplôme de COCrim en 2010 se souvient également de sa citation, en 2013, lors du procès du meurtrier présumé Meilhon à la cour d'assises. « Je n'avais pas accès à mes notes personnelles, les experts n'avaient en effet à l'époque pas le droit d'en faire usage lors de leur exposé. Alors il a fallu que je détaille, de tête, tous les éléments criminalistiques de l'affaire. C'est probablement pourquoi je m'en souviens encore aussi bien aujourd'hui. »

La cour d'assises, l'endroit ultime où la science est au service de la justice. « Lors des procès de cour d'assises, explique le colonel Fillon, il y a un grand coffre en verre dans lequel tous les scellés sont conservés, hormis les produits biologiques qui doivent être maintenus au froid. Chaque prélèvement est tracé à partir du moment où le scellé est signé par un officier de police judiciaire. Il est alors mis sous main de justice et tout acte effectué sur le prélèvement doit être mentionné et daté. »

## *Scènes de crime*

Une discipline que l'on pourrait qualifier de militaire, si l'on n'avait jamais mis les pieds dans les locaux très protégés de l'IRCGN et du SCRCGN, au Pôle judiciaire de Pontoise. Là, l'ambiance est studieuse mais cordiale. « Les affaires les plus complexes à traiter sont celles qui ont un caractère sensationnel. Du fait de la personnalité de l'auteur du crime, l'émotion qu'elles provoquent dans la population, l'écho que leur donnent les médias et l'instrumentalisation politique qui en est faite », analyse le général Bouillié. Il cite à titre d'exemple l'affaire des chevaux mutilés qui, en ce début d'automne 2020, occupe à plein temps les scientifiques de la gendarmerie. Une affaire dont il ne dira mot, secret de l'instruction oblige.

C'est dans cet antre silencieux, où la discrétion est reine, que nous avons décidé de questionner, pour mieux comprendre leur métier et les techniques qui orientent la résolution des enquêtes les plus complexes, ceux qui n'aiment pas qu'on les appelle « les experts ». Le terme renvoie trop, à leurs yeux, aux clichés irréalistes des « séries tartes à la crème » : « Une affaire criminelle, raille le colonel Bouillié, ça ne se résout pas en quarante-deux minutes. »

## Affaire Patricia Wilson

### CES BONNES VIEILLES EMPREINTES

### VERSION HIGH-TECH

### – *Les empreintes digitales* –

Dans le grenier de la maison de pierres, une flaque de sang d'un mètre de diamètre. On a cherché à la cacher sous des cartons et de la vaisselle, mais elle a coulé entre les lattes du plancher. Tout indique qu'ensuite, le corps, vraisemblablement frappé à coups de poing ou avec un objet contondant, a été tiré hors de la maison. Sur les petites marches qui conduisent à une terrasse, encore des traces de sang. Caractéristiques d'une tête qui a buté. Et puis, plus rien. L'herbe du jardin est intacte. Voilà maintenant près de huit ans que la dépouille de Patricia Wilson est introuvable. Et autant d'années que Jean-Louis Cayrou, accusé et condamné en 2016 à trente ans de réclusion criminelle pour le meurtre de cette Anglaise, se tait. Mais le scénario du meurtre s'est écrit petit à